Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil

(Du 12 février 2020)

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**Projet de loi modifiant la loi sur les autorités de protection de l'adulte et de l'enfant (LAPEA)**

La commission législative,

composée de M^{mes} et MM. Jean-Jacques Aubert (président), Christophe Schwarb (vice-président), Baptiste Hunkeler, Corine Bolay-Mercier, Thomas Facchinetti, Xavier Challandes, Zoé Bachmann, Fabio Bongiovanni, Jean-Claude Guyot (en remplacement de Béatrice Haeny), Jonathan Gretillat, Michel Zurbuchen, Marc Arlettaz, Alexandre Houlmann, Jean-Daniel Jeanneret-Grosjean et Hugues Scheurer,

fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Commentaire de la commission

Le 27 juin 2017, le Grand Conseil a adopté une modification de la loi sur les autorités de protection de l'adulte et de l'enfant (LAPEA) concernant la rémunération des curateurs et curatrices. En particulier, un nouvel article 31b, alinéa 1, a été introduit en limitant la rémunération des curateurs et curatrices à 30% au maximum du tarif de base.

Un recours a été déposé contre cette nouvelle loi devant le Tribunal fédéral notamment par l'Ordre des Avocats Neuchâtelois. Par arrêt du 11 mars 2019, le Tribunal fédéral, tout en rejetant très largement le recours et confirmant les modifications de loi votée, a considéré que l'article 31b, alinéa 1, en tant qu'il fixait un plafond de rémunération était contraire au droit fédéral. Le Tribunal fédéral a annulé l'article 31b, alinéa 1, LAPEA.

Partant, le présent rapport vise à suivre l'injonction du Tribunal fédéral.

Le nouvel article 31b, alinéa 1, tel que proposé aujourd'hui ne contient plus de limitation de rémunération.

On notera que les autorités judiciaires appliquent déjà ce nouvel article depuis le 1^{er} janvier 2020 et que la conséquence financière de cette modification engendrera un surcoût de l'ordre de 86'000 francs.

La commission législative, qui s'est réunie le 30 avril 2020, propose, à l'unanimité des membres présents, d'accepter le nouvel article 31b, alinéa 1, LAPEA. Le reste de la loi est inchangé.

Entrée en matière (art. 171 OGC)

À l'unanimité des membres présents, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Vote final

À l'unanimité des membres présents, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel que présenté par le Conseil d'État.

Préavis sur le traitement du projet (art. 272ss OGC)

Sans opposition, la commission propose au bureau du Grand Conseil que le projet soit traité par le Grand Conseil en débat restreint.

Neuchâtel, le 18 juin 2020

Au nom de la commission législative :

Le président,

J.-J. AUBERT

Le rapporteur,

C. SCHWARB